



Néolibéralisme et écologie: débats et mobilisations autour du gaz de schiste en France et en Pologne

Roberto Cantoni, LATTIS-IFRIS
roberto.cantoni@enpc.fr
AG IFRIS, CNAM, 27 janvier 2016

La controverse sur le gaz de schiste

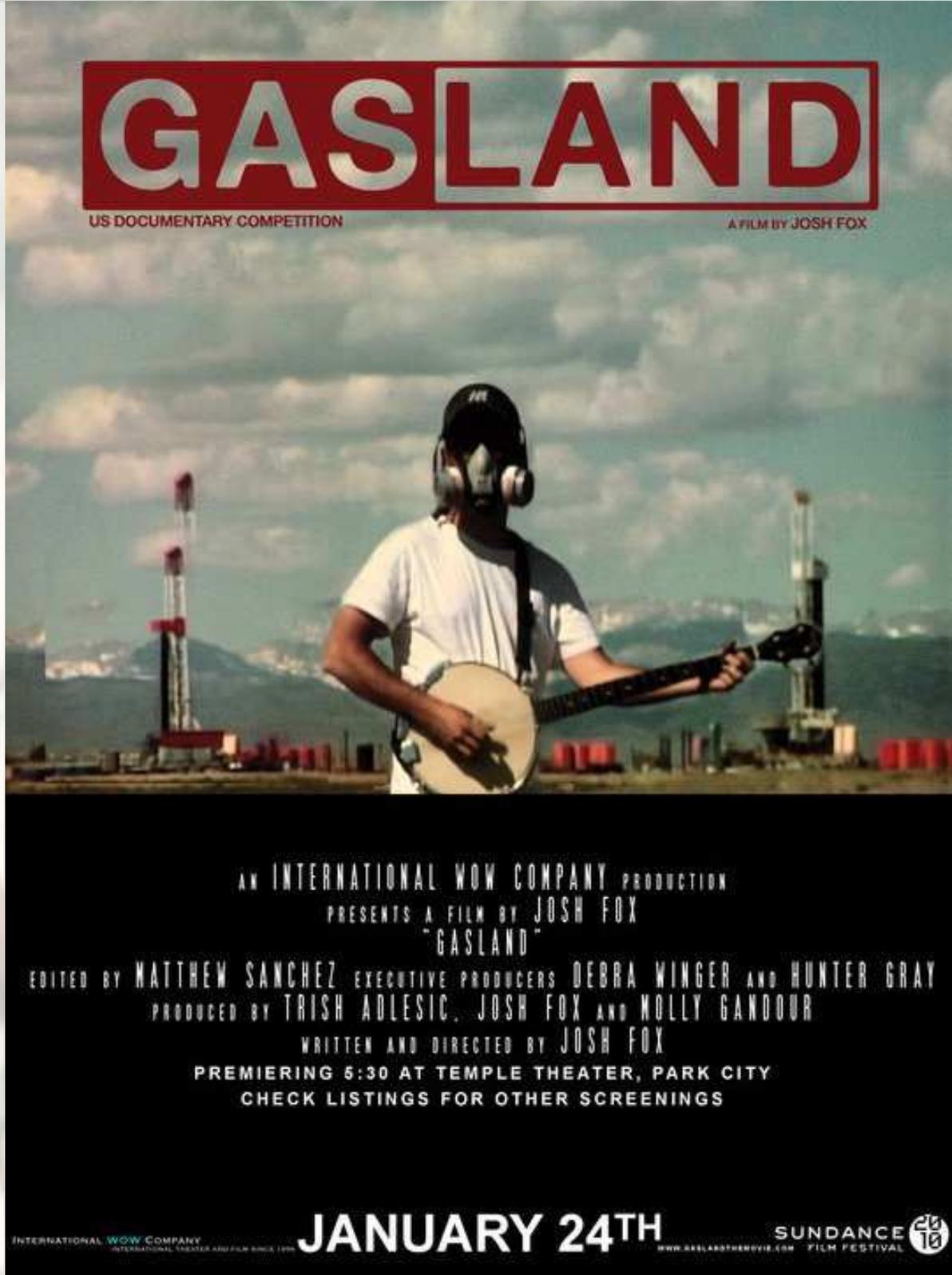
- Un 'carburant de transition', moins polluant que le charbon et le pétrole
- Plus répandu que le pétrole, donc précieux d'un p.d.v. géopolitique (sécurité et autonomie énergétiques)
- Création d'emplois
- Aide à la balance commerciale

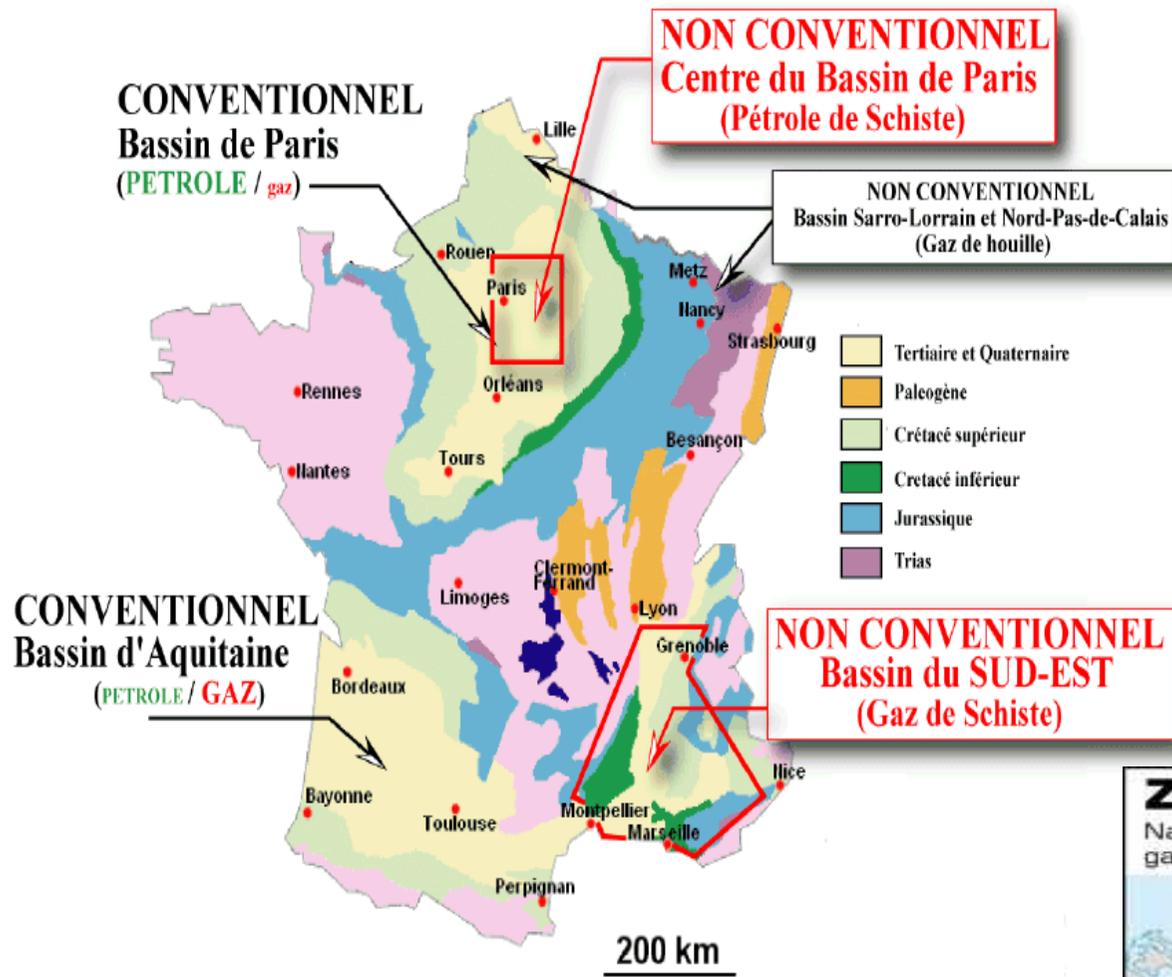
- Risques pour l'environnement et la santé
- Entrave le développement de sources plus propres grâce à son bas coût
- Les citoyens ne sont pas engagés dans la prise de décisions
- Problème de respect des réglementations sur le changement climatique

État de la recherche

- Analyse de l'articulation de la controverse entre discours néolibéral et discours écologique
- Cadrage historique, social et politique de la problématique : justice environnementale (Rawls, 1971) ; écologie politique (Martinez-Alier, 2002) ; sociologie de l'environnement (Catton & Dunlap, 1978)
- Travail de terrain : entretiens avec des représentants d'institutions scientifiques gouvernementales, groupes de réflexion, compagnies gazières, ONGs, activistes. 15 entretiens en Pologne, 15 en France

Une question
'cinématique'
Gasland (2010)



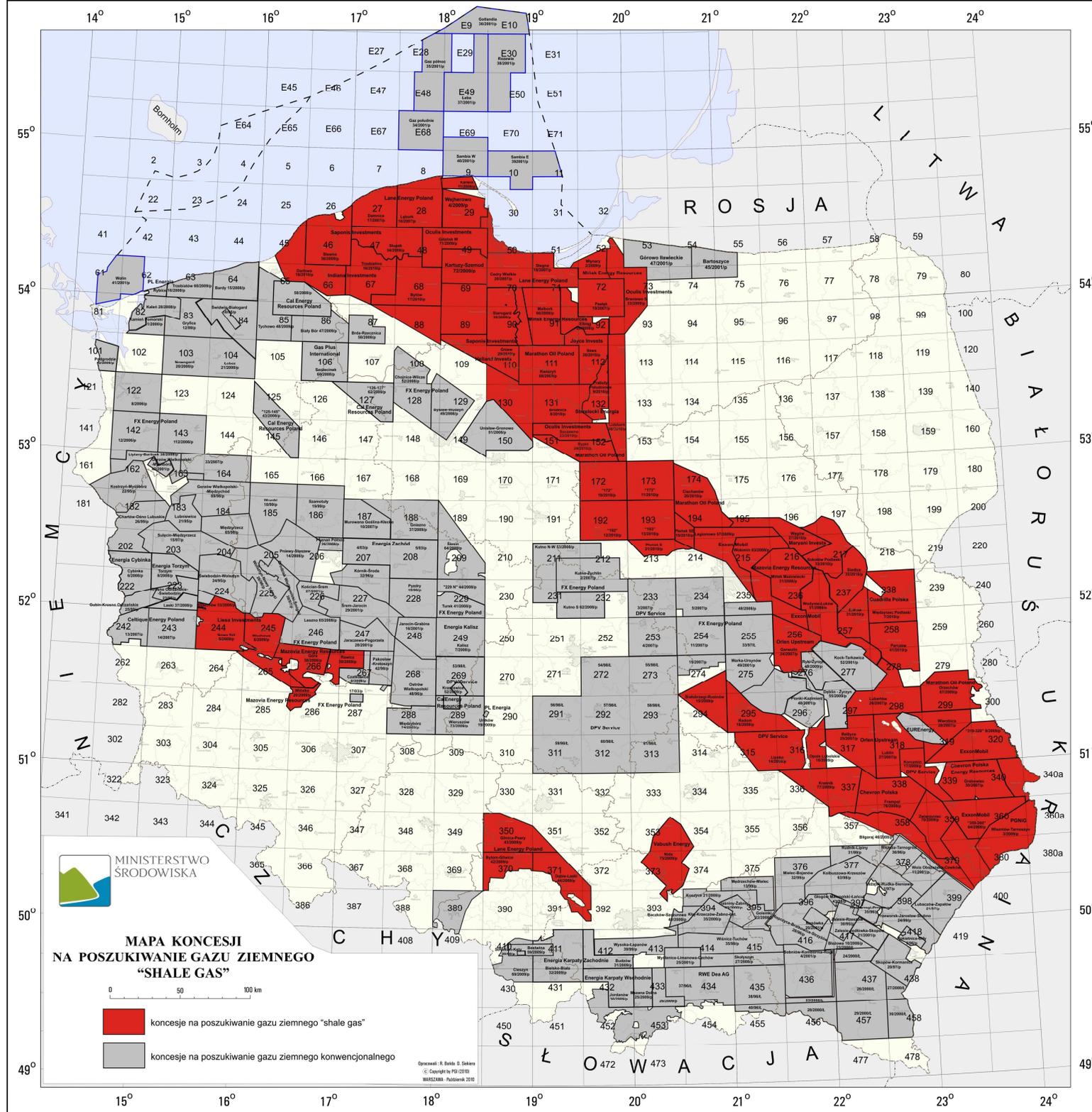


- Importance du concept de 'terroir' ; risque de pollution de régions perçues comme 'vierges'
- Législation environnementale récente vs. ancien code minier
- Appropriation citoyenne des questions environnementales
- Importance de l'histoire des mobilisations
- Manifs, sites web, réseaux nationaux et internationaux, discours global
- 2010-11: mobilisation-éclair
- Identité et sécurité énergétique: la Pologne dépend de la Russie pour les 2/3 de sa consommation. Battage médiatique sur le gds comme arme pour l'indépendance
- Importance du langage employé dans la presse : gds comme *opportunité, espoir*
- Soutien généralisé de la population à l'industrie du gds ; faible opposition au gds au Parlement.
- Opposition réduite au silence par la narrative de l'indépendance de la Russie

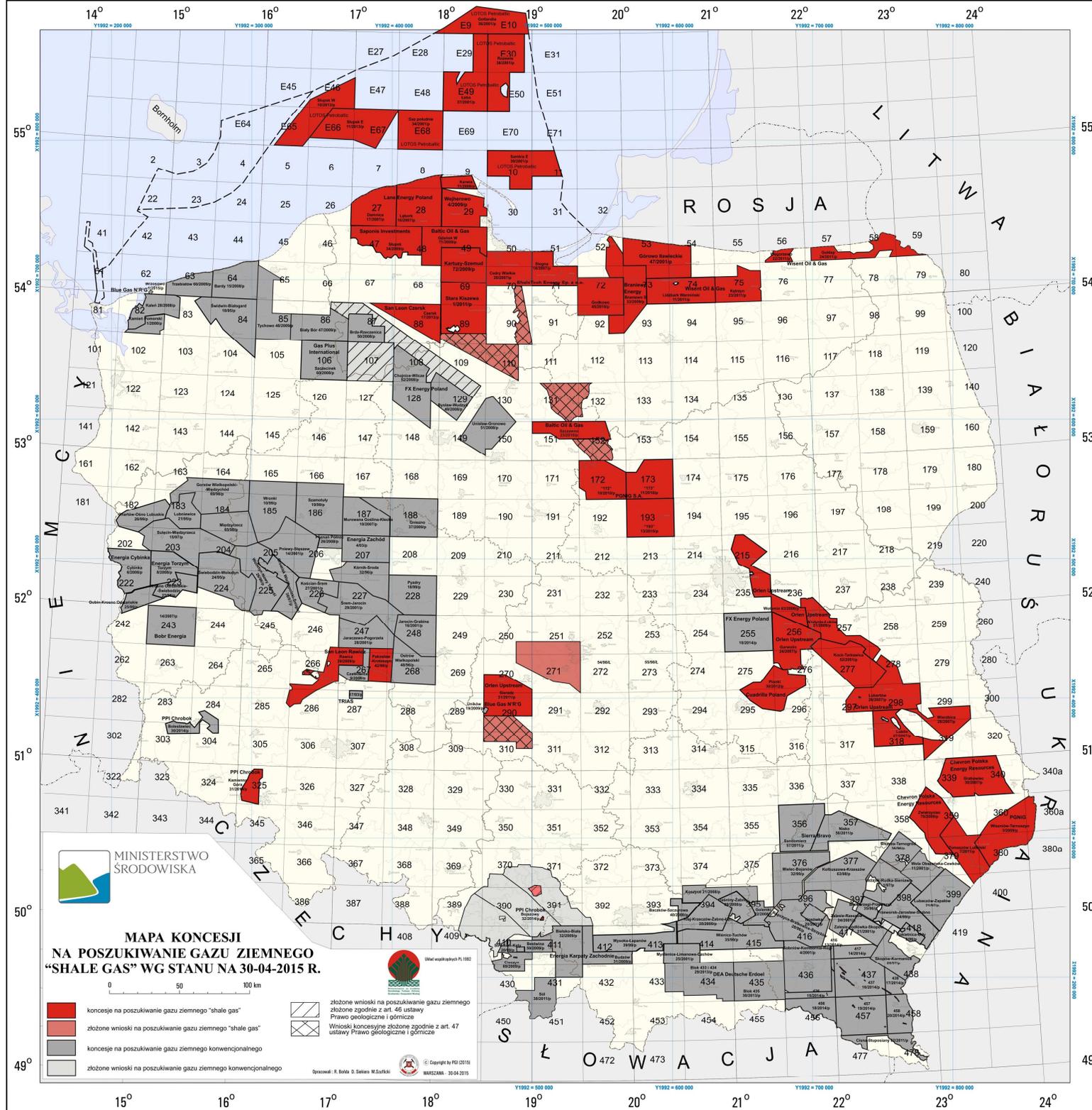
- 2011, mars: élections départementales. Dans de nombreux départements, les candidates qui s'opposent au gaz de schiste sont élus
- Inquiétude du gouvernement de centre-droit → promulgation urgente d'une loi sur l'interdiction du fracking en juillet (loi Jacob), qui en outre abroge les permis déjà assignés
- L'industrie contre-attaque. Schuepbach et Total font appel auprès de la Cour constitutionnelle, mais l'appel est rejeté 2 ans plus tard. Le dossier reste pourtant ouvert

- 2011: le gouvernement de centre-droit (PO) entreprend une politique de concessions à des conditions favorables aux compagnies étrangères
- Fin 2012: approche plus nationaliste → nouvelle législation + nouveaux impôts...
- Conditions géologiques défavorables (les techniques de fracking américaines ne marchent pas)...
- 2014-15 : baisse du prix du pétrole... → la plupart des compagnies étrangères quittent la Pologne
- Opposition uniquement locale (Poméranie, Lublin)

2012



2015



Conclusions (provisoires)

En France, le succès du discours environnemental a été dépendant de l'histoire des mobilisations de base ; des circonstances politiques contingentes qui ont favorisé les opposants ; des engagements nationaux et internationaux précédents l'essor du gds ; de la capacité de globaliser la narrative d'opposition (des soucis locaux à la transition énergétique)

En Pologne, le succès du discours sur l'autonomie énergétique et sur un moindre degré de dépendance de la Russie a été favorisé par la manipulation des médias et par la faiblesse du mouvement environnementaliste dans le pays